

L'impact en Europe de l'implosion politique des Pays-Bas

Politique

Par [Sander Tordoir](#)

Économiste au Centre for European Reform

Publié le 6 septembre 2023

Alors que l'Espagne digère les résultats d'un scrutin qui pourrait la laisser dans une impasse politique, les Pays-Bas se préparent à une campagne électorale de leur côté. L'effondrement de l'alliance quadripartite des partis de centre-droit et libéraux au début du mois a déclenché de nouvelles élections prévues pour novembre et met fin aux 13 années de Mark Rutte en tant que premier ministre.

Article publié par notre partenaire Agenda Publica

Le gouvernement néerlandais est tombé à la suite d'une querelle sur l'immigration mais la coalition était déjà dans une impasse en raison d'un conflit inextricable avec les agriculteurs sur la façon de réduire les émissions d'azote provenant de

l'agriculture intensive qui fait des minuscules Pays-Bas le deuxième exportateur agricole au monde en termes de valeur. La coalition boitait également sur le plan politique après avoir perdu de nouveaux sièges au Sénat néerlandais au profit du parti politique populiste agrarien en plein essor (BoerenBurgerBeweging).

Le Premier ministre Mark Rutte avait parié qu'il sortirait renforcé d'une élection s'il laissait son gouvernement s'effondrer mais son pari s'est retourné contre lui car une grande partie du parlement ne le soutiendra pas pour un nouveau mandat. Avec les départs de Sigrid Kaag, ministre des Finances, et de Wopke Hoekstra, ministre des Affaires étrangères, c'est une vague de hauts responsables de partis ayant l'expérience de la scène européenne qui se retire de la politique nationale. L'ouverture créée par leur départ a incité le vice-président de la Commission européenne et tsar de l'écologie, M. Timmermans, à rentrer au pays pour diriger une liste commune social-démocrate-verte nouvellement créée pour ces élections.

Même si la chute du gouvernement néerlandais est principalement une affaire nationale, les conséquences se feront également sentir au-delà de ses frontières. En tant que plus grande des petites économies européennes, les Pays-Bas sont souvent un acteur central dans l'arène de l'UE, encore très récemment.

Avant la pandémie, les Pays-Bas étaient à la tête de la Ligue hanséatique, une coalition de petits pays « frugaux » qui s'opposaient à une plus grande intégration budgétaire de l'UE. L'Allemagne d'Angela Merkel a apporté un soutien tacite aux Hanséatiques, dont les positions intransigeantes ont permis à Berlin de se présenter comme un intermédiaire modéré avec la France et l'Europe du Sud. Le résultat a été l'accord de 2019 qui a vu le budget de la zone euro, tant vanté par le Président Macron, réduit à un budget de souris (0,14 % du PIB de la zone euro réparti sur 19 pays et 7 ans).

La récession pandémique qui a suivi a toutefois contraint Mme Merkel à signer un fonds de relance beaucoup plus important, qui stimule les investissements et redonne espoir aux économies du Sud de l'Europe.

Après 2021, les Pays-Bas sont devenus un intermédiaire incontournable au sein de l'UE. Mark Rutte avait déjà atténué les inclinations eurosceptiques qui avaient régulièrement marqué les premières années de son mandat. Après avoir reçu l'expression de la solidarité de ses partenaires européens en 2014, à la suite des décès de nombreux civils néerlandais dans la destruction du jet MH17 au-dessus des territoires occupés du Donbass, il a vu qu'il pouvait tenir un rôle au sein de l'UE. Dans l'Europe post-Brexit, il s'est même transformé en bâtisseur de ponts entre son allié traditionnel, l'Allemagne, et la France, grâce à ses liens chaleureux avec Emmanuel Macron. Son dernier gouvernement de coalition a achevé la transformation. M. Rutte a définitivement abandonné la posture des Pays-Bas en tant que « parti du non » au sein de l'UE et a cherché des partenaires *ad hoc* dans toute l'Union, question par question, par exemple en faisant pression sur les États membres de l'Est pour livrer plus rapidement des armes plus avancées à l'Ukraine.

Témoignage frappant de cette nouvelle approche, les frugaux Néerlandais ont fait équipe avec l'Espagne, un pays très endetté, pour établir le plan de la réforme en cours des règles de l'UE régissant la dette et les déficits publics. Le nouveau rôle des Pays-Bas en tant qu'intermédiaire frugal de l'UE a stabilisé l'Union à un moment où le moteur franco-allemand, qui alimente souvent les initiatives de l'UE, s'est enrayé. Paris et Berlin ont eu de sérieuses prises de bec sur la politique énergétique et les achats d'armes de l'Allemagne aux États-Unis, tandis que les tensions au sein de la coalition des feux tricolores de Berlin menacent régulièrement de faire échouer les accords de l'UE à la dernière minute.

Les positions de La Haye sur les questions européennes ne changeront pas mais son gouvernement intérimaire sera

beaucoup plus hésitant à signer – et encore moins à faire avancer – les initiatives de l'UE, sans un nouveau mandat électoral. Les négociations de coalition devraient être longues et fastidieuses, car quatre partis ou plus pourraient être nécessaires pour obtenir une majorité. En conséquence, les Pays-Bas pourraient être spectateurs plutôt qu'acteurs pendant la majeure partie de la législature européenne qui s'achèvera en juin 2024. C'est un casse-tête pour l'UE, qui doit faire face à des défis urgents tels que le renforcement de son budget et la préparation du terrain pour que l'Ukraine, la Moldavie et sept autres pays candidats deviennent membres de l'UE.

Les élections néerlandaises de novembre pourraient voir l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement pro-européen. Le paysage électoral néerlandais est cependant instable et la course est ouverte. C'est pourquoi il y a fort à parier que nous verrons des Pays-Bas moins présents et peut-être plus eurosceptiques dans l'arène européenne.

D'une part, le gouvernement actuel a poussé la tolérance politique néerlandaise à l'égard de l'engagement européen jusqu'à son point de rupture. De nombreux membres du parlement néerlandais se sont montrés sceptiques à l'égard de sa stratégie, soulignant qu'ils ne voulaient pas donner à l'UE de nouvelles ressources ou compétences, alors qu'ils ont exprimé des doutes sur l'élargissement de l'UE dans le passé. Les élections peuvent modifier les rapports de forces, mais il est peu probable qu'elles changent ce sentiment et elles pourraient même le renforcer.

De plus, le successeur de Mark Rutte à la tête du VVD devra se construire une stature et nouer les relations nécessaires pour orienter le centre-droit vers une voie européenne constructive. Timmermans comblera ce vide s'il remporte les élections et devient Premier ministre. Mais il aura besoin de partenaires de coalition, dont peut-être le VVD de Rutte. Le VVD chantera une autre chanson jusqu'à ce que ses nouveaux dirigeants aient réappris la leçon de M. Rutte, à savoir que les Pays-Bas doivent

contribuer à façonner l'UE pour que leur petite économie ouverte puisse prospérer dans une économie mondiale en proie à des conflits géopolitiques. Les querelles sur l'ère post-Rutte ont déjà commencé et certains signes ne semblent pas prometteurs, avec un parlementaire du VVD qui envisage une collaboration avec l'extrême droite et le PVV anti-UE pour freiner l'immigration.

Le départ de M. Timmermans de Bruxelles modifiera également l'élaboration des politiques de l'UE dans l'intervalle. Avec le départ imminent de la Danoise Margrethe Vestager, commissaire européenne à la concurrence, ce sont deux des voix les plus écoutées qui se sont opposées au virage de plus en plus interventionniste de l'Europe sur le plan économique, sous l'influence du conflit grandissant entre la Chine et les États-Unis, et qui ont exhorté à repenser le marché unique de l'UE pour le protéger d'une course aux subventions, qui quittent la scène. L'Allemagne et la France peuvent désormais accélérer le rythme auquel elles distribuent les subventions industrielles. Le départ de Timmermans du pilotage du *Green New Deal* de l'UE pourrait également renforcer la position de ceux qui souhaitent une pause dans les efforts de l'UE pour légiférer sur la lutte contre le changement climatique et la protection de la biodiversité.

Les gouvernements de l'UE démissionnent et changent en moyenne tous les deux ans, de sorte que les cycles électoraux ne sont pas alignés sur ceux de l'UE. Ils perturbent le fragile équilibre entre les États membres et compliquent la recherche d'un consensus. Les Pays-Bas et l'Espagne représentent, pour l'instant, une force réduite au sein de l'UE. Paris et Berlin devraient en prendre note et travailler sérieusement à la restauration de leur mariage, afin d'éviter que l'UE ne soit paralysée au cours de l'année à venir.

Notes

- ① Voir l'article de Batiste Morisson, Le « mouvement agriculteur citoyen » aux Pays-Bas : naissance d'un nouveau populisme ? *La Grande Conversation*, 20 avril 2023